

existents entre els partits de la Busca i la Biga. Es descriu un mercader a mig camí entre el desig de lucre i una accentuada religiositat, imposta per l'avenç de la *devotio moderna*. Un mercader que desenvolupa una nova moral del treball, productiva; en evolució, vers el que esdevindrà general desplegament del gust per a la inversió en bens immobles, segurs i honrosos, de l'interès per viure de rendes; i del desig d'assimilació, d'emulació, del grup dels "ciutadans honrats". Però "l'époque flamboyant", que visqué part d'Europa -en paraules de J. Le Goff, en un intent d'evitar conceptes tancats, limitadors, que tot just impliquin transició o decadència- es matisable en el cas de Barcelona, on potser mancà certa brillantor. El grup social dels mercaders es va fragmentar, va patir una crisi de valors que comportà

una paulatina perdua de la cohesió com a grup. Una notòria tendència cap a l'exogàmia matrimonial, unida a una considerable movilitat ocupacional i espacial (de la Ribera cap a l'interior, d'esquesnes al mar) subratlla un equilibri precari i una tendència vers l'aristocratització.

Per concloure, remarcar una vegada més el rigor combinat amb amenitat, que caracteritza aquesta obra, que neix i entra en contacte, directament, amb la producció precedent d'aquests dos historiadors, a tall d'exemple les seves darreres aportacions dins del mateix àmbit d'investigació: J. Aurell, *Els mercaders catalans al quatre-cents*, Barcelona, 1996 i A. Puigarnau, *Estètica neoplatònica*, Barcelona, 1995.

Núria Silleras Fernández

AURELL, Martin

La Noblesse en Occident (VIe - XVe siècle)

Paris: Armand Colin (coll. CURSUS, série Histoire), 1996. 196 pp.

Avec *La Noblesse en Occident*, Martin AURELL, comme il l'écrit lui-même au début de son livre, se lance dans un vaste projet. Il veut tout d'abord donner une synthèse claire, pour des étudiants de premier cycle, des points qu'il leur faudra acquérir. Il fixe ensuite des points de repère durables concernant les principales théories historiques recouvrant le Moyen-Âge énoncées durant notre siècle et le précédent, pour des étudiants plus avancés. Enfin il tente d'établir un état des lieux des recherches les plus récentes, afin de donner une synthèse vraiment actuelle de l'historiographie médiévale, sur un sujet débattu depuis plusieurs siècles déjà, et qui pose encore aujourd'hui beaucoup de questions aux chercheurs. Dès lors, le choix de telle ou telle présentation relève d'un parti-pris; c'est

ce qui est pleinement assumé par l'auteur, qui appelle même de ses vœux les critiques dans son introduction. L'angle d'approche choisi est celui des rapports entre noblesse et Etat depuis les derniers siècles de l'Empire Romain jusqu'au commencement de l'ère Moderne. De là découlent certaines spécificités du plan adopté, commandé également par les lacunes de la documentation. Les différentes parties de l'ouvrage reprennent systématiquement un schéma explicatif strict, qui se décompose ainsi : analyse des mentalités nobles, de la manière dont l'aristocratie se percevait et était perçue; définition de ses rapports à la guerre et à la violence, en tant que vecteurs - légaux ou usurpés - de la sauvegarde de l'ordre social ; étude de ses cadres de vie matériels. Ils refait vivre par là des

facteurs d'unité dans une période de l'Histoire mondiale que l'on a du mal, parfois, à embrasser d'un seul regard.

Le premier chapitre (*Du sénat aux chefferies (Ve - Xe siècle)*, p. 10 à 52), de manière assez classique dans l'historiographie française, couvre les cinq premiers siècles du Moyen-Age. Les lacunes de la documentation écrite autant que la lente évolution que l'on observe au cours de cette période ont commandé à l'auteur de retracer les mouvements de fond agitant la société occidentale, en lançant des ponts entre les peu nombreux signes qui nous en sont parvenus. C'est pourtant durant ces années que se mirent en place tous les caractères de la noblesse aux siècles ultérieurs. Le premier de ces caractères fut la naissance et la pérennisation d'une aristocratie transfrontalière qui étendait ses ramifications sur toute l'Europe de l'Ouest. Le groupe issu de cette fusion a en effet su dépasser les problèmes nés de sa double origine - en particulier pour ce qui touchait aux moeurs - pour former une noblesse nouvelle. L'apport romain à celle-ci a été la pratique courante de l'écriture: les principaux textes littéraires de cette époque étaient majoritairement le fait de clercs descendants des membres de la haute société romaine; de la même manière, les différents droits des peuples barbares furent progressivement inscrits sur du parchemin au contact de ceux où son usage était répandu. L'apport germanique, que l'on perçoit en grande partie indirectement, résulta de la fascination des élites antiques envers la puissance guerrière de leurs envahisseurs. Toutes les armées occidentales étaient alors composées de Germains, dont les pratiques finirent par s'imposer petit à petit à l'ensemble des aristocrates; cet aspect est particulièrement frappant pour ce qui concerne les modes d'habillement et l'anthroponymie.

L'intérêt commun qu'ont eu les deux membres de cette aristocratie en formation résidait dans la récupération des prérogatives régaliennes, à une époque où l'Etat n'était plus en mesure de les assurer. Les nobles se retrouvaient dans la haute administration, toujours prêts à jouer leur propre jeu. Ils contrôlaient également l'épiscopat, noyau de pouvoir local le plus stable pour l'époque considérée. Ils eurent également leur rôle dans la tentative de restauration carolingienne. Tous ces mouvements se sont opérés à partir de deux éléments concourants. D'une part, l'aristocratie se distinguait du reste de la population par l'exercice de la violence. Ce facteur, qui touchait aux fondements de l'idéologie des peuples germaniques, était encore perçu comme une fin en soi : le guerrier, son cheval et ses armes concentraient en eux des forces magiques qui les transscendaient. D'autre part, les nobles se dotèrent de leur propre hiérarchie, effet de la fusion de pratiques romaines et barbares finalement assez proches. Les gestes de la recommandation d'un homme à un autre, chargés de symboles très forts, tiraient leur forme et leur contenu des manières de l'entourage royal le plus restreint - la garde du roi -, usages adoptés ensuite par la haute aristocratie. Cependant, au IXe siècle, le lien personnel se doubla d'un élément matériel: la mise sous condition de la recommandation, par l'octroi d'un bienfait, est un fait prégnant pour expliquer les évolutions de la période suivante.

A l'inverse, le régime féodal n'a pu naître qu'en rupture avec le dernier élément que Martin AURELL met en avant pour comprendre l'aristocratie des premiers siècles du Moyen-Age, à savoir ses cadres matériels. Il conduit leur analyse en deux points. D'abord, il rappelle que la famille aristocratique était

surtout vécue alors à travers ses relations collatérales. Cela explique sa très grande extension territoriale: tel noble de Neustrie pouvait faire foi des liens familiaux qui l'unissaient à des aristocrates d'Austrasie, des pays tudesques ou d'Italie. Les mentions de ces relations ne relevaient pas de la simple illustration: la mobilité spatiale de l'aristocratie carolingienne prouve que les membres d'une même parentèle se connaissaient tous, malgré les lourdes distances qui pouvaient les séparer. A ce titre également, la parenté cognatique était autant prise en compte que la parenté agnatique : quand un noble désirait prouver la qualité du croupe familial dans lequel il s'insérait, il faisait tout autant référence aux cousins de sa branche maternelle qu'à ceux de sa branche paternelle. Le deuxième point de ce développement se rapporte au cadre matériel de la vie. Celui de l'aristocratie était encore largement l'héritier de la villa romaine. Comme élément du paysage. Les constructions qui la composaient ont en effet peu évolué entre le Ve et le Xe siècle: une cour centrale distribuait les occupants entre les différents corps de bâtiment, la grande salle d'habitation (*Triclinium* ou *aula*) se détachant des lieux de stockage et des espaces réservés aux bêtes par sa magnificence. Comme lieu de production, la résidence aristocratique de ce temps reprenait également un modèle antique. Le système esclavagiste était le mode privilégié d'exploitation des terres, celles-ci étant regroupées autour des bâtiments de la *villa*. A la fin de la période, des mutations s'observent cependant. L'Eglise imposa la limitation du servage, contrainte détournée par les puissants par la fiction de la partition des terres cultivées entre réserve et tenures. La forêt devint un des espaces privilégiés de la sociabilité aristocratique, les nobles

s'arrogeant le droit des anciens rois d'y chasser.

Le deuxième chapitre (*Du noble au chevalier (XIe - fin XIIe siècle)*, p. 53 à 93) est placé sous le signe de l'individu, que la documentation révèle petit à petit. Cette révélation est surtout le fruit d'une affirmation, celle des nobles qui voulaient contrôler toute la société. Première catégorie à s'émanciper, les châtelains, vassaux des comtes eux-mêmes vassaux des rois, profitèrent de la faiblesse de l'administration de ces derniers pour capter les prérogatives régaliennes. Dans l'exposé de Martin AURELL, la généralisation du système castral à tout l'Occident vient en premier lieu. La multiplication des mottes étaient autant le symbole de la volonté d'indépendance des châtelains que celui de l'incapacité de l'Etat à s'opposer à ce mouvement. Leur agencement est en lui-même porteur de leçons sur l'esprit des nouveaux maîtres de la terre : fixé durablement sur un territoire restreint, mais qu'il contrôlait bien, le châtelain pouvait prétendre fixer autour de sa demeure les hommes qu'il voulait gouverner. Cette domination passait d'abord par la terre, mais indirectement, par l'extension des tenures. Ce désengagement des nobles vis à vis des choses agricoles s'exprima également par la recherche d'une moindre complication comptable. La domination sur les hommes était l'enjeu central de la politique châtelaine. Contrôler la justice, mener les paysans à la guerre contre le seigneur voisin, régimenter les passages des marchands et exiger l'impôt personnel, tout cela était à la fois source de pouvoir et de profit. La personnalisation du pouvoir conduisit également à un changement dans la perception de la famille aristocratique. La parenté agnatique fut exclue des représentations mentales du lignage, l'autorité se transmettant désormais de

mâle en mâle et d'aîné en aîné. L'honorabilité féminine fut cependant conservée par l'institution matrimoniale: on cherchait à chaque premier né de la famille une épouse d'un rang social supérieur au sien. Les cadets, en revanche, ne purent profiter de cette transformation: ils étaient obligés de courir l'aventure et les tournois pour conquérir, éventuellement, une riche héritière.

Le climat de violence qui entourait l'émancipation des châtelains catalysa l'irruption d'un nouveau groupe dans la noblesse, celui des chevaliers. Ils étaient d'abord les hommes du châtelain, qui les considérait autant comme des agents de sa politique que comme des preuves de sa puissance. De son côté le chevalier, généralement pauvre, espérait une riche gratification de celui qu'il servait. C'était aussi des hommes au service d'une cité, d'une commune là où cette institution existait. Qu'ils aient été nés dans le sein de celle-ci ou qu'ils l'aient intégrés plus tard, leurs objectifs et leurs moyens étaient toujours les mêmes: assurer à la ville le contrôle de son arrière-pays, favoriser les échanges commerciaux en combattant les châtelains prédateurs, les attaquer grâce à des coups de main rapides, avec un armement léger. Dans les régions de forte concentration urbaine, leur poids alla en s'accroissant au cours des XIe et XIIe siècles. C'est qu'un troisième facteur est venu jouer dans ce mouvement: les techniques de la guerre devinrent si précises que celle-ci fut désormais réservée à un seul groupe. Le cheval puissant, le destrier, fit la base de toute opération: quiconque ne maîtrisait pas l'équitation et les gestes de la guerre à cheval, acquis grâce à un entraînement quotidien, était exclu du champ de bataille, dans un temps où l'on considérait qu'il était le seul lieu où l'on pouvait entrer en contact avec la noblesse. En

revanche, la cohérence du groupe des chevaliers était très forte. Elle était assurée par l'extension des relations féodo-vassaliques. A un premier niveau, symbolique, elles faisaient de celui qui se recommandait un membre imaginaire de la famille de celui qui le recevait, devenant comme son cadet. A un second niveau, moins désintéressé, il se créait des obligations mutuelles entre les deux prestataires de l'acte. De ce fait, le serment vassalique n'était pas vécu dans l'humiliation; bien au contraire, le service armé à son seigneur devint honorable, à tel point qu'à la fin du XIe siècle, tous les aristocrates se faisaient appeler chevaliers (*milites*).

Mais cette évolution ne tirait pas son origine uniquement d'une dynamique propre à l'aristocratie militaire. L'Eglise, qui concentrat également un pouvoir formidable mais d'une autre nature, lutta précocement contre les exactions des châtelains et de leurs chevaliers, par suite contre celles de tous les nobles. Elle leur proposa également un cadre à l'expression de leur violence. D'abord, elle proclama l'inviolabilité de certains lieux et de certains jours, en essayant toujours d'étendre ces interdictions; c'était la paix de Dieu et la trêve de Dieu, qui trouvèrent un écho à travers tout l'Occident. Elle proclama de la même manière la sacralité de la vie de certaines personnes, les clercs, les faibles, puis tous les Chrétiens; la Croisade devait permettre aux chevaliers d'épancher leur violence contre les infidèles. Au XIIe siècle, le chevalier avait donc théoriquement cessé d'être celui qui tourmentait l'ordre social pour devenir celui qui le protéger. A cette sacralisation du rôle correspondit une sacralisation du lignage. Au terme d'une longue bataille contre leurs proches, les clercs finirent par imposer aux aristocrates restés dans le siècle l'idée que le mariage était une institution autant

divine qu'humaine. Par suite, les rites matrimoniaux furent captés et modifiés dans leur contenu par les écclesiastiques. Ceux-ci comprenaient très bien l'enjeu du contrôle de cette cérémonie pour le chef d'un lignage aristocratique, car ils étaient eux-mêmes très souvent nobles. Ils devenaient clercs soit durant leur jeunesse, soit à la suite d'une recherche de perfection spirituelle au cours de leur vie d'adultes. Ils ne pouvaient toutefois pas empêcher leurs congénères d'accaparer les revenus des petites églises paroissiales, dans les seigneuries; pour ceux qui étaient le plus élevé dans la hiérarchie du clergé, les hautes titulatures étaient même un moyen d'accroître la puissance de leur lignage. C'est dans la perspective de s'opposer à ce mouvement qu'est née et s'est développée la réforme grégorienne.

De même que l'Eglise, les royaumes occidentaux renaissant au régime d'un Etat en voie de centralisation ont instrumentalisé la noblesse du XIII^e siècle. Le troisième chapitre de l'ouvrage (*De la classe à l'ordre (fin XIII^e - début XIV^e siècle)*, p. 94 à 132) tente de rendre compte de ce mouvement, en deux temps successifs. En premier lieu, Martin AURELL se penche sur le destin de la noblesse durant ce siècle-charnière. L'héritérité y régnait en maître, et maints témoignages nous rapportent l'affirmation altière d'une spécificité sociale des "bien-nés". Par des exemptions fiscales, les chancelleries royales confortaient leurs prérogatives. Cela n'excluait pas cependant une certaine hiérarchisation du groupe des nobles. A la fin de la période, nombre de ceux qui se trouvaient au bas de cette échelle finirent d'ailleurs par déchoir. En fait, les contraintes liées au statut du chevalier, indissociable de celui du noble au XIII^e siècle, devinrent très fortes. Pour la famille du futur adoubé, la cérémonie de son entrée en chevalerie

était très coûteuse, et par là elle commença à se raréfier. La possibilité d'un meilleur contrôle par l'Etat qui s'ensuivit fut également comprise par l'Eglise: le chevalier devait avoir une vie spirituelle intense et de bon aloi. La plus grande part du raffinement des moeurs aristocratiques vint cependant d'un élément profane, la sociabilité courtoise. Elle se manifestait d'abord par des manières et le port de vêtements dont l'évolution était régie par la mode, mais exigeait aussi un mode de pensée spécifique, mêlant élitisme et volonté permanente de se perfectionner.

Le second temps de ce chapitre examine les rapports ambigus entre un Etat qui utilisa le droit féodal pour se raffermir et une noblesse fascinée par l'idée de le servir, mais de tout de même soucieuse de son autonomie. Cette analyse se déroule sur trois points. Le premier d'entre eux consiste en une tentative de restitution de l'impression faite sur la noblesse par l'Etat, véritable inventeur de la guerre moderne. Les armées royales étaient les plus disciplinées et les plus hiérarchisées de ce temps: la prééminence revendiquée de l'aristocratie fut ainsi sauvegardée par des priviléges militaires, en particulier en ce qui concernait l'armement. Celui-ci se perfectionna d'ailleurs dans une large mesure au XIII^e siècle, ce quise traduisit surtout par un alourdissement du combattant à cheval, lui et son destrier étant véritablement entourés de fer. Parallèlement au désir d'ostentation que l'on doit également prendre en compte pour expliquer cette évolution, les nobles acceptèrent que l'Etat fasse d'eux un de ses rouages. Les comptabilités royales s'améliorant avec le développement des échanges en numéraire, les rémunérations qui se faisaient en terres ou en concession de bans se firent désormais en argent. Le but final de l'Etat était en effet de ne plus

dispenser son patrimoine foncier et ses prérogatives en matière juridique. L'autre face de cette politique consistait à limiter les activités aristocratiques qui nuisaient à son développement institutionnel. Il s'agissait d'abord de régimenter les conflits privés, faute de pouvoir les empêcher. Il fallait ensuite imposer un cadre au déroulement des tournois. Le contrôle du ban passait lui par une prise en main des droits de haute justice et de ceux concernant le *saltus* des communautés villageoises. Ce programme ne s'appliqua pas sans heurt: au XIII^e siècle, la révolte des barons est un facteur constant de l'histoire politique en Occident. Avec des nuances régionales, l'Etat imposait pourtant peu à peu sa présence. Plus avant encore dans le contrôle de la noblesse par la royauté, le lignage aristocratique commença à perdre sa cohésion. Les cadets de famille parvinrent à gagner leur autonomie, enrichissant l'héraldique de tout le groupe des dominants en même temps qu'ils lui faisaient perdre de son pouvoir sur la terre: le démantèlement de la seigneurie en de petites unités inoperantes s'entama à cette époque. Les femmes de l'aristocratie y perdirent également: n'étant plus des objets de convoitise, elles devinrent des fardeaux pour leurs proches, obligés de payer pour les marier. L'habitat noble fut lui aussi marqué par cette évolution. Les petites places fortes, en plaine, se multiplièrent au XIII^e siècle, accueillant les nouveaux rameaux seigneuriaux mais incapables de bien les protéger.

De plus en plus mise sous tutelle par l'Etat, l'aristocratie fut divisée, durant les deux derniers siècles du Moyen Âge, en une multitude de cas particuliers. Le dernier chapitre (*De l'épée à la robe (début XIV^e - XV^e siècle)*, p. 130 à 175) fait le point sur cette dernière évolution, dont l'étude est heureusement favorisée

par une plus grande abondance de sources écrites. Martin AURELL fait se succéder trois temps à son analyse. D'abord, il dresse un bilan de la condition noble durant ces temps troublés. Dans une première approche, globale, l'avance de la noblesse apparaît déjà dispersée. Dans les régions du nord de l'Europe, elle restait concentrée en un groupe numériquement restreint. Au sud, au contraire, ses effectifs étaient plus étoffés, particulièrement en Espagne. Ces termes ne doivent cacher l'extrême diversité de statuts entre les aristocrates: on peut déceler parmi eux pas moins de trois, voire quatre niveaux de fortune et de considération. Ces différences doivent en outre se comprendre dans la perspective d'un brassage constant des individus.

La mise en place d'administrations royales fortes et dévouées apportait en particulier son lot d'ascensions fulgurantes et de déchéances tout aussi rapides. Suivant les régions et les régimes, la haute aristocratie parvenait plus ou moins bien à échapper à ce jeu funeste. En France, son maintien était assuré tant que ses désirs d'émancipation ne s'exprimaient pas de manière trop virulente. En Angleterre, la royauté fit jouer les petits nobles de la *gentry* contre elle. En Castille, c'étaient au contraire les princes de sang qui tenaient la monarchie. Tous avaient cependant à se prémunir des officiers roturiers que les rois semblaient leur préférer, en raison de leur plus grande docilité et de leur compétence. Toute la société reconnaissait d'ailleurs une grande honorabilité à ceux qui avaient poussé loin leurs études. Ce mouvement fut sensiblement plus fort en France que dans les autres pays occidentaux: du XIV^e au début du XVI^e siècle, les dynastes Valois accurent le nombre des hommes de basse extraction dans leur administration. L'idée que ces derniers en tireraient un gage de noblesse s'imposa petit à petit, au

grand dam des princes aristocrates. Ils se révoltèrent d'ailleurs plusieurs fois contre une évolution qui leur était défavorable. La noblesse des villes apparaît plus éloignée de ces affaires. Au sud de l'Europe, elle était au contraire totalement impliquée dans le jeu politique. Son origine pour une part marchande lui commandait cependant de faire des choix, entre un genre de vie (celui de la cour) et un mode d'action publique qui la fascinaient et le soin d'édifier une fortune. Quand les circonstances le permettaient, elle tentait de ménager ces deux aspects, mais dans le cas contraire l'action du roi lui était indispensable pour se maintenir.

L'analyse de l'idéal guerrier chez les nobles du bas Moyen Âge fait le deuxième temps de ce chapitre. La guerre, c'était de plus en plus l'affaire de l'Etat, qui se dotait encore de cadres militaires majoritairement nobles. Cependant, l'habitude de verser un salaire au combattant allait de pair avec une forme de promotion au mérite. La discipline se durcit, l'armée royale était en voie d'uniformisation: son matériel et l'évolution de ses tactiques en font la preuve. De plus en plus rationnelle, la guerre devenait de plus en plus chère en argent, en chevaux et en hommes. Pour faire face à cela, le noble, pour la première fois depuis quatre siècles, descendit de sa monture pour combattre. Mais, en-dehors des champs de bataille de l'histoire des royaumes, les aristocrates continuaient de se comporter avec leur arrogance d'autan. Les conflits claniques qui les opposaient entre eux étaient terriblement meurtriers, la pratique de la vendetta n'amenant jamais de victoires ou de défaites, mais de nouveaux *casus belli*. L'Etat tenta de réprimer cette violence, qui lui était désormais intolérable; il dut subir plusieurs révoltes nobiliaires pour arriver à ses fins. Mais le soupir d'exaspération le plus fort montait du

petit peuple, dont on commence alors à percevoir la voix. Il s'exprimait dans de petits pamphlets contre les accapareurs de la terre, inutiles même au roi puisqu'ils fuyaient ses combats. Il lui arriva de prendre directement les armes contre ses seigneurs. Au XVe siècle, c'était toute la société qui se déchirait. Au sein de la noblesse, les courants pacificateurs, tout au moins modérateurs, étaient pourtant puissants. Dans tous les manuels de chevalerie écrits au XIVe et au XVe siècle, nombreux, il est rappelé que le bon chevalier est avant tout bon chrétien et bon serviteur de son roi. Certains continuaient à faire vivre un idéal fait d'errance et de séjours périodiques dans des cours fastueuses. Enfin, d'autres, souvent à l'instigation des souverains, se réunissaient au sein des ordres de chevalerie au nom d'une volonté politico-territoriale commune.

La sociabilité propre à l'aristocratie subit quelques modifications, plus ou moins sensibles selon l'angle que l'on choisit pour l'aborder. C'est ainsi que la parenté noble se cristallisa autour des notions qu'elle héritait des siècles précédents. Le regain de violence refit naître le goût des maisons fortifiées, peut-être un peu plus spacieuses qu'auparavant. La famille se resserra clairement autour de l'ainé, tout en reconnaissant à ses frères et soeurs - qui étaient souvent ses demi-frères et demi-sœurs - un droit à une existence sociale stable. Des liens de parenté artificiels, mais très forts, leur étaient créés par leurs parents avec les enfants de leurs domestiques - leurs frères ou soeurs de lait - et leurs parrains. Les stratégies familiaires étaient en effet loin d'avoir disparues: l'épiscopat était encore majoritairement constitué de nobles. Mais même au sein du clergé un mélange social était en train de se faire. De manière parallèle, l'aristocratie fut

touchée par le mouvement de renouveau spirituel de la fin du Moyen-Age. La crise financière se superposait toutefois à ce contexte général de repli. La rente sur la terre, grecée par la hausse des salaires agricoles et la fiscalité royale, ne rapportait plus assez aux petits nobles. Les plus grands s'en tirèrent, au contraire, grâce à une gestion plus avisée et à une présence dans les "bons cercles", près du roi. C'est que se jouait là une partie que l'aristocratie ne voulut jamais perdre : la recherche du faste. De plus en plus souvent, certains y joignaient celle du bon goût, d'après les critères édictés par une société où chaque activité recevait peu à peu son code.

Le mérite principal de l'ouvrage de

Martin AURELL tient dans son effort de synthèse: tous les aspects de la noblesse médiévale y sont abordés, dans un nombre pourtant réduit de pages. Malgré ce foisonnement d'informations, l'auteur a su dégager des lignes de force à son étude, dans un projet qui, s'il est clairement orienté, n'en est pas moins pertinent. C'est assurément une excellente base de réflexion pour des étudiants de premier cycle qu'il a fourni là, un jalon important pour les étudiants plus avancés, ainsi qu'une synthèse très maniable des vues les plus récentes de l'histoire médiévale.

Sébastien Laurent

BATET i COMPANY, Carolina

Castells termenats i estratègies d'expansió comtal. La Marca de Barcelona als segles X-XI

Vilafranca del Penedès: Institut d'Estudis Penedesencs, 1996. 131 p.

Durant dècades, el procés de feudalització a Europa s'ha entès, bàsicament, com la privatització del sistema jurídico-fiscal per part, essencialment, dels comtes del decadent Imperi Carolíngi, hereu a la vegada de la tradició romana baix-imperial. La historiografia francesa, encapçalada per G. Duby, s'encarregà de construir el paradigma de la "revolució feudal" -també s'acostuma a emprar el mot "mutació", d'un sinistre rerafons genètic- per a descriure aquest procés tot encaixant-lo en una cronologia ben específica, vàlida per a tot l'Occident Cristià (980-1060). A casa nostra, Pierre Bonnassie fou l'encarregat de renovar la historiografia catalana tot adaptant-la als plantejaments dels problemes heretats de la historiografia francesa afegint a la seva recerca, degut a la tradició local, el tema del "repoplament" a la història dels comtats catalans. De la seva suggerent obra, allò que ara ens interessa per situar

el llibre de C. Batet és l'etapa anterior a la irrupció del feudalisme, l'etapa de la "Catalunya pre-feudal". P. Bonnassie va descriure una "Catalunya pre-feudal" que es perllongà fins a la dècada dels anys trenta del s. XI, on la justícia i la fiscalitat comtal -de caràcter públic evidentment- cernien sobre una societat formada majoritàriament per "petits pagesos aloers". Aquests pagesos, empesos per la fam dels dels seus refugis muntanyencs, foren els encarregats de repoblar les "terres capdavanteres" -buïdes des de la irrupció andalusina- un cop la conquesta francesa havia dotat de la seguretat suficient a aquests "highlanders" catalans.

Coetàniament a la publicació de la tesi doctoral d'en Bonnassie, un altre investigador francès presentava la recerca sobre els canvis soferts -al llarg d'una cronologia similar a la proposada per Bonnassie- a la societat del Laci i la Sabina. L'investigador era Pierre Toubert